



## UNE FETE ASIATIQUE

Deux noms sont liés à l'histoire de cinquante ans de communisme en Russie: ceux de Lénine et Staline. Lénine a préparé la révolution hors des frontières russes; Staline l'a préparée à l'intérieur.

Si l'on pouvait mesurer les hommes au mètre, comme les tableaux et les montagnes, nous dirions que la stature de Staline dépasse dans l'histoire celle de Lénine. Car Staline a créé et guidé la Russie pendant presque quatre décennies, gagnant une terrible guerre et amenant ce pays (par des méthodes inconcevables même chez les cannibales) à occuper le second rang dans le monde en tant que force militaire. Lénine a quitté la scène en 1924, relativement jeune, après avoir jeté les bases d'un Empire avec une révolution qui, en réalité, n'a rien «révolutionné». Les méthodes tsaristes ont continué, plus cruelles encore, aux dépens de ce peuple russe, malheureux sous les tsars, plus malheureux encore sous les Soviétiques.

Notre revue a dénoncé, dès son apparition les méthodes totalitaires, fascistes et communistes. Notre européisme se base sur le système libéral démocratique qui implique le respect des lois et refuse les abus administratifs. La Russie d'hier, la Russie d'aujourd'hui a pour nous le même visage: ennemie de notre Europe, qu'elle veut conquérir par la méthode politique (communisme), la méthode spirituelle (Eglise Orthodoxe), l'agression (la guerre). Et si l'Europe ne parvient pas à se faire unie et forte dans ses frontières naturelles, de l'Atlantique à la Mer Noire, nous le devons certes à la Russie qui a occupé toute l'Europe Orientale, mais surtout à l'Angleterre qui la lui a cédée en ce funeste automne de 1944.

Maintenant on commémore, avec de grandes parades militaires, chorégraphiques et spectaculaires, typiquement russes, le « Cinquantenaire de la Révolution d'octobre 1917 ». On parle des conquêtes de l'espace sidéral, de la domination des étoiles et des planètes, tandis qu'au pays de Lénine manquent le pain, le savon et la liberté.

Ces fêtes, en réalité, ne devraient intéresser aucun européen, car la Russie n'est pas l'Europe. La Russie est Asie.

# MOUVEMENT EUROPEEN

## PRESIDENTS D'HONNEUR

KONRAD ADENAUER†, JEAN MONNET, HAROLD MACMILLAN, PAUL-HENRI SPAAK.

## MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN:

Baron F. C. OPPENHEIM, Vice-Président du M.E.; Baron BOEL, MM. André ALERS, Robert van SCHENDEL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, John HYDN, Livio LABOR, Rodolfo LLOPIS, J. H. C. MOLENAAR, André MORICE, Georges PESMAZOGLU, The Rev. Hon. Duncan SANDYS, MM. Th. E. WESTERTERP, Alois ZIMMER.

## MEMBRES SUPPLEANTS

Jean BARETH (supp. de M. CRAVATTE), Henri GIRONELLA (supp. de M. PHILIP), Joseph SANS (supp. de M. MAYER), Jean SEITLINGER (supp. de M. WIGNY).

## ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN

CONSEIL ALLEMAND, CONSEIL AUTRICHIEN, CONSEIL BELGE, CONSEIL BRITANNIQUE, CONSEIL DANOIS, CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL, CONSEIL FRANÇAIS, CONSEIL GREC, CONSEIL IRLANDAIS, CONSEIL ITALIEN, CONSEIL LUXEMBOURGEOIS, CONSEIL NEERLANDAIS, CONSEIL NORVEGIEN, CONSEIL SUEDOIS, CONSEIL SUISSE, CONSEIL TURC, ASSOCIATION EUROPEENNE DES ENSEIGNANTS (A.E.D.E.) CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE, (A.E.F.), CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE (C.C.E.), CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN, LINGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (L.E.C.E.), MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN, MOUVEMENT GAUCHE EUROPEENNE, MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE, UNION EUROPEENNE DES DEMOCRATES-CHRETIENS, UNION DES RESISTANTS POUR UNE EUROPE UNIE.

## ORGANISATIONS ASSOCIEES AU MOUVEMENT EUROPEEN

ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS (C.I.S.C.), SECRETARIAT SYNDICAL EUROPEEN (C.I.S.L.).

## COMMISSION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Etienne de la VALLEE POUSSIN (Belgique), Pierre ABELIN (France), Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS (Gde Bret.), Prof. G. CASSIMATIS (Grèce), Avv. Michele CIFARELLI (Italie), Sir Geoffrey de FREITAS (Gde Bret.), Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Dr. K. J. HAHN (Pays-Bas), Prof. Gunnar Edward HECKSCHER (Suède), Frau Dr. Elinor HUBERT (Allemagne), Lord St. OSWALD (Gde Bret.), Paul de AUER (Hongrie), Vilem BERNARD (Tchécoslov.), Georges DIMITROV (Bulgarie), Dr. Constantin DRAGAN (Roumanie), Vane IVANOVIC (Yougoslavie), Count Edward RACZYNSKI (Pologne), Ion RATIU (Roumanie), Paul REYNHARDS (Lettonie), Pavel TIGRID (Tchécoslov.), A. TORMA (Estonie), V. VANGUELOV (Bulgarie), M. T. ZAVALANI (Albanie).

## Secrétaires:

Premier Secrétaire Général Honoraire: John POMIAN (Pologne), Secrétaire Exécutif: Thomas PHILIPPOVICH (Hongrie).

Primo Sacripanti

## EUROPEISME ET PROGRAMMATION CULTURELLE

Erudit et lettré, technicien et psychologue, artiste et poète, Primo Sacripanti est un parfait représentant de ce génie multiforme qui a déjà donné à l'Italie des peintres qui étaient des ingénieurs, des sculpteurs poètes, des savants philosophes. Il nous autorise aimablement à reproduire ci-dessous pour nos lecteurs, cet article sur la programmation culturelle européenne qui est pour lui la prémisse indispensable. D'accord en cela, sur le principe, avec Denis de Rougement (v. Bulletin Européen « Civisme et culture » Août-Septembre 1967), la méthode envisagée par Sacripanti et son exposé diffèrent totalement comme on peut en juger.

L'échéance du X<sup>e</sup> anniversaire des Traités de Rome a permis à Giuseppe Petrilli d'opérer « une révision critique du chemin jusqu'ici parcouru par les Pays de la Communauté Européenne sur la voie d'une intégration institutionnelle progressive ».

Cette étude intitulée « La Communauté Européenne dix ans après » (1) est un compte-rendu approfondi et synthétique de l'histoire de l'europeïsme organisé et un examen critique de nature politico-économique, des événements qui se sont déroulés dans la Communauté; laquelle a eu son origine, pour répéter les paroles mêmes de Petrilli, dans la « persuasion que la dimension nationale était désormais insuffisante par rapport aux exigences objectives du progrès technologique et économique et à l'affirmation d'un équilibre mondial fondé sur la prévalence des grands Etats fédéraux multinationaux » et, « surtout sur la reconnaissance de la nécessité d'une révision historique de ce même concept de souveraineté nationale », qui s'identifie avec la souveraineté populaire pour l'affirmation de la démocratie moderne.

Cette identification et la progressive intervention de l'Etat dans le domaine économique, spécialement dans un Etat fortement nationalisé, contraint l'initiative privée, individuelle ou sociétaire, et conduit — affirme Petrilli — à une « multiplication indéfinie des conflits ».

Il n'y a rien à objecter à ces remarques, pas plus qu'à l'affirmation que « les Communautés européennes ne peuvent être réduites ni au rang d'accord commercial pur et simple dénué de contenu politique — comme certains le prétendraient de façon absurde — ni au rang d'une initiative de type « troisième force » conçue en opposition au développement d'une plus vaste solidarité. La Communauté Européenne ne pourrait s'orienter vers une de ces deux solutions sans trahir les raisons historiques



de son affirmation. On comprend donc comment la crise actuelle de l'Alliance Atlantique est étroitement liée à celle de la Communauté Européenne. Il est en effet déplorable que juste au moment où les Etats-Unis d'Amérique vivaient l'extraordinaire expérience de la seconde révolution industrielle, destinée à approfondir en peu d'années le fossé, non seulement géographique qui déjà les séparait de leurs alliés européens, ces derniers n'aient pas réussi à se faire valoir comme des interlocuteurs valides, en donnant une vue d'ensemble cohérente et synthétique de leurs propres intérêts. Cette absence de l'Europe est sans aucun doute responsable dans une large mesure de la détérioration de la situation au sein de l'Alliance et, à cet égard, on ne sait ce qu'il faut critiquer le plus: de l'attitude du gouvernement français qui n'a pas cessé ces dernières années, de verser du vin nouveau dans les vieux fûts, en proposant des solutions velléitaires manifestement inadaptées à des problèmes actuels et toujours ouverts, ou de l'attitude de ses *partners*, les autres Etats de la Communauté, qui ont souvent interprété la fidélité à l'Alliance comme un acquiescement servile à la volonté de la puissance alliée d'outre Atlantique ».

## L'absence de l'Europe

A notre avis, cependant, nous ne croyons pas que là seulement résident les raisons de « l'absence de l'Europe ».

Les termes accusateurs d'« hommes vieux », lancés contre le gaullisme doivent être étendus, quand on examine les faits, à tous les « dirigeants » politiques; lesquels n'ont pas encore compris l'absolue nécessité d'une programmation culturelles commune, contemporaine de la programmation économique. Une politique surtout « paternaliste », une division entre « dirigeants » et « subordonnés » existe, malheureusement aujourd'hui encore, plus ou moins, en Europe; et, en ce qui nous concerne directement, elle peut être remarquée par l'observateur qui suit tout bonnement à la Télévision le comportement et les discours des hommes politiques italiens. Quand on se trouve à la tête d'une organisation, grande ou petite, on doit — selon nous — « diriger sans toucher (sans commander) », « accomplir sans attirer l'attention sur ce que l'on fait ». (2), de façon que « la société vive toujours libre dans son ordre » (3). Telle est la véritable démocratie, non pas celle dont on nous rabat les oreilles, qui n'est jamais sincèrement acceptée.

Il existe encore, chez nous, un autocratie patiné de pseudo-démocratie, qui revient à la surface dès que nous dépouillons les « dirigeants » de leurs croyances religieuses ou politiques. L'individu particulier est un « nombre » le « dirigeant » est encore « le maître et le père ...au pouvoir illimité » (4), encore que cet aspect soit atténué par la rationalisation, c'est-à-dire par « un dérivé intellectuel de l'isolement, qui est un processus par lequel l'expérience consciente subit une fragmentation qui sépare les idées de l'émotion à laquelle elles devraient correspondre » (5), ou, comme plus simplement l'explique Fromm: les pensées conscientes d'une personne ne correspondent pas toujours à ce que cette personne sent en profondeur (exception faite pour celui qui ment ouvertement), mais « un homme peut être complètement sincère, subjectivement, et toutefois sa pensée peut avoir bien peu de poids et de vérité » sa façon de s'exprimer n'étant « qu'un écran, une rationalisation du motif véritable qui le meut » (6).

Tel est le cas de notre Auteur quand il examine la crise de l'Alliance Atlantique connexe à celle de la Communauté Européenne; sa pensée consciente oublie que les politiciens (il est historiquement prouvé que ceux-ci perçoivent plus lentement la réalité présente que les poètes et les savants), ont négligé l'intérêt en évolution des individus, leur développement psychosomatique, en un mot la culture véritable.

Aussi l'absence d'une programmation cul-

turelle commune est-elle, selon nous, une importante cause perturbatrice du développement de la Communauté; elle stimule en outre les retours de nationalisme exaspéré, nés de l'égotisme et de la volonté de prédominer; lesquels entravent tout équilibre technologique, les recherches communes et la concorde entre les parties, de même que l'évolution de l'individu.

Petrilli est certainement « sincère » (il ne faut pas oublier la rationalisation), quand il dit que « la vraie matrice idéale du fédéralisme catholique » est « une étroite interdépendance entre le développement de l'autogouvernement à tous les niveaux, dans le sens d'une authentique démocratie, et l'instauration d'un ordre international plus équitable à travers la mise en oeuvre d'un processus fédérateur, afin de réaliser les exigences complémentaires de la plus grande économie et de la plus grande coordination », cependant il néglige l'essentiel car il parle toujours de politique et d'économie et ne fait jamais allusion au moyen nécessaire pour arriver à « l'autogouvernement à tous les niveaux ».

La « démocratie authentique » est composée d'hommes et c'est d'abord à l'« homme » qu'il faut s'intéresser, les idéaux, les institutions, la politique n'étant que les résultats extrinsèques de l'activité endogène de l'homme.

## L'instrument de perfectionnement de l'homme

Quel est l'instrument qui permet de développer et renforcer l'homme qui est la plus haute valeur existant sur terre?

A notre époque — où l'on tend au bien-être matériel et où l'on cherche à rendre la vie toujours plus facile, au point que se fait de plus en plus sentir le déclin de la parole écrite en faveur des moyens audiovisuels et figuratifs, qui demandent moins d'efforts de la part des facultés perceptives de l'intéressé; et où la mécanisation et l'organisation deviennent les « divinités suprêmes » (7), l'observateur superficiel pourra trouver étrange que les états d'anxiété et d'angoisse puissent s'exaspérer à tel point que les névroses de cet ordre ne cessent de s'aggraver et de s'étendre de plus en plus.

Cette remarque pourrait nous mener loin, le chercheur ayant à examiner les formations appelées par la psychologie des profondeurs de l'inconscient, où abondent encore les archétypes (stratifications historiques communes à une multitude de « psychés » humaines) limitateurs et nocifs, anioncellements psychiques provenant de la souche héréditaire, inhibiteurs et de frustration, et

de surcroît un super ego, gardien sévère de normes et coutumes d'une époque dépassée, éléments traumatiques inhérents à la durée de l'existence présente.

L'application d'une psychothérapie de groupe très étendue ne peut même pas être considérée à titre hypothétique, car elle suppose une organisation communautaire adéquate — aujourd'hui bien loin d'exister — et la présence active et désintéressée de nombreux psychologues pourvus de connaissances adéquates et exempts des déficiences normales. Si bien que le seul moyen possible et adéquat, actuellement historiquement utilisable et suffisant, est la culture.

Nous formulons dès l'abord notre profonde aversion pour la culture dite « de masse »; nous penchons pour une culture aristocratique, car nous sommes profondément convaincus que tout homme — nul n'étant exclu — possède les conditions nécessaires pour être un aristocrate, non pas au sens du blason, mais en raison des possibilités de sa psyché; laquelle, comme nous l'avons affirmé dans notre psychoénergétique (8) — dispose de ressources d'amour et de puissance qui, mues par un self control conscient, amènent l'individu à acquérir des capacités de prime abord impensables.

Nous sommes bien loin du « vertueux qui, indigné par la nature inhumaine de cet univers des informations, transmet sa protestation à travers les canaux de la communication de masse, sur les colonnes des grands quotidiens, ou dans les pages des livres » (9), car nous sommes profondément convaincus, notamment par expérience personnelle, sans parler du processus bien connu de rationalisation freudienne, que notre univers est « un univers de communication de masse » (10, non pas dans le sens de nivellement général, mais dans celui d'une élévation évolutive des individus et de la communauté, si bien que les Etats doivent diriger les informations de façon à « faire percevoir à tout homme ses propres responsabilités et à lui faire acquérir le gouvernement de ses facultés » en utilisant la programmation culturelle, qui « ne doit faire qu'un avec la programmation économique; et la bonne réalisation de l'une n'exclut aucunement la réalisation adéquate de l'autre », pour en arriver à conclure « que l'on doit effectuer une programmation socio-économico-culturelle » (11).

### Exclure les « super-hommes » ...

Il faut donc exclure ces *super-hommes* conservateurs et adversaires de « tout projet qui ne soit pas déjà homologué par la sanction du bon sens officiel » (12); de même les *intégrés* qui acceptent *toto corde* la « culture populaire » (13) et ne prennent pas en considération l'é-

volution active, premier facteur de la personne humaine; que soient également exclus les tenants de la culture aux fins de lucre (14) (les plus nocifs à notre avis) avec la conséquente « prédication de masse à bon marché ». Nous sommes partisans de « la culture au sens étroit du mot, c'est-à-dire d'un certain trésor de beauté et de sagesse destiné à la vie individuelle » (16), qui développe, outre l'autogouvernement et l'autocritique, la personnalité de l'individu dans la communauté, pour atteindre une politique faite pour tous les hommes et qui ne partage plus les hommes en amis et en ennemis, mais cherche à expliquer, persuader et faire comprendre la « vérité », que l'on estime à tel moment historiquement valide. La culture est donc la base qui permet d'atteindre l'équilibre entre les valeurs spirituelles et les valeurs substantielles (17); elle ne doit pas signifier subordination de l'être à une « béatitude céleste », différée sur la fragmentation de l'axe vital, ou à des aspirations tendant à la recherche de civilisations paradisiaques du passé, riches d'une ancestrale pureté, mais elle doit se baser sur l'évolution qui est aujourd'hui « une théorie scientifique de grande importance. C'est la théorie biologique plus générale et plus cohérente dont on dispose; c'est la seule explication scientifique qui puisse donner la raison d'une grande quantité de phénomènes biologiques, tels que les successions des faunes et des flores aux différentes ères et périodes géologiques, les affinités de structure plus ou moins étroites entre les divers organismes, c'est-à-dire l'aspect de l'ensemble des vivants tel qu'il résulte dans le cadre de la classification et de la distribution géographiques des plantes et des animaux, l'idoneité du milieu où ils vivent, et bien d'autres encore ». (18).

### La société au bénéfice de la société ...

Nous ne partageons pas l'opinion de Hui-zinga qui affirme que « la culture doit avoir une orientation métaphysique; autrement elle n'existe pas » (19) ni celle d'un positivisme exclusiviste (d'ailleurs scientifiquement dépassée), car nous sommes plus que jamais convaincus que l'homme est un ensemble indivisible de psychés et de caractères dont la séparation porte à l'élimination de l'être humain.

Nous sommes partisans d'une société où chacun doit donner selon ses capacités et recevoir selon ses besoins (20); de cette façon de vivre — pour bien nous faire comprendre — qui naît de la « littérature de la protestation socialiste », qui est « parmi les chroniques de l'espoir et du désespoir humain, une des plus émouvantes et des plus engagées du point de vue moral » (21); « nous partons d'hommes réels, actifs

et sur la base du déroulement réel de leur vie » (22); nous nous battons pour que ce soit « le travailleur qui existe pour le processus de production, et non le processus de production qui existe pour le travailleur » (23) « la société devant exister pour le bénéfice de la société » (Spencer) (24); pour que l'homme — quel qu'il soit — puisse être *sujet* et non *objet* des événements; pour qu'il puisse extérioriser « son être multiforme d'une manière universelle et donc en homme complet » (25) qui « évite de forcer, élimine l'opulence fastueuse, rejette l'excès » (Lao-Tze) (26); nous sommes partisans d'un « mouvement d'opposition contre l'anéantissement de l'amour dans la réalité sociale » (27) et nous sommes pour le verset: « Aime ton prochain comme toi-même » (Matthieu, 22-39), énoncé il y a environ deux mille ans (nous avons même soutenu: « Toi, homme tu es moi-même / et je suis en toi. / Tout autre message / est annulé ») (28); et nous ne voulons plus que la richesse soit la « cité fortifiée » du riche et la pauvreté « la peur des pauvres » (Proverbes, 10, 15).

### “... Comme les membres d'un même corps...”

Pour pouvoir convertir « espoir et désespoir » en une réelle et harmonieuse coexistence quotidienne, pour éviter « la peur », récente et archaïque, et les limitations de n'importe quel genre, il ne suffit pas de conclure des « traités »; il faut entrer consciemment dans la « situation historique contingente, qui ne doit certes pas être cristallisée de façon à empêcher l'adaptation nécessaire à une réalité en mouvement continu » (Petrilli). Mais si nous voulons réaliser tout cela, nous devons parcourir la voie — il n'y en a pas d'autre — de la programmation socio-économico-culturelle, qui doit tenir compte des valeurs nées de la civilisation actuelle qui, grosso modo, oscillent autour des principes basilaires suivants: 1) autogouvernement des potentiels humains (eros et puissance), pour le développement de la personnalité en fonction de la vie présente dans sa plénitude et non en considérant exclusivement un royaume métaphysique différé, de facture religieuse (29); 2) transfert des découvertes scientifiques à l'amélioration de la vie quotidienne et garantie de l'instruction et du bien-être

pour tous, avec le conséquent écroulement de la croyance que la pauvreté et la maladie sont des maux inévitables (30); 3) impossibilité de formuler une « vérité » exclusive toute recherche humaine étant inextricablement liée à la personnalité de l'observateur si bien que la réalité, vue sous un aspect déterminé, tout en ne se présentant pas identique à celle qui est examinée par les autres (exemple, la première avec l'observateur immobile, la seconde avec l'observateur en mouvement), n'en reste pas moins tout aussi valide (Einstein) (31); 4) acceptation de l'universalité religieuse avec la conception de Dieu située au delà de toute possible référence anthropomorphique et de tout credo particulier; 5) travail envisagé non comme un instrument d'expiation et de peine, mais comme une extériorisation joyeuse dans un continu et réciproque échange humain, pour l'élargissement de la personne dans l'entente collective; 6) abolition de la culture en tant que monopole d'une caste privilégiée; 7) constante communion planétaire, avec élimination de toute distinction restrictive entre les hommes, abolition de n'importe quelle forme de protection et de paternalisme (le « pater tribale » de Freud), remplacée par une continue et libre dialectique et l'affirmation d'une paix universelle.

Ce qui ne signifie pas que nous avons voulu légiférer en énonçant une suite dogmatique de postulats ou de « vertus »; nous avons tâché seulement d'esquisser quelques idées et nous espérons sincèrement qu'il y ait des esprits supérieurs au nôtre — beaucoup aussi pour satisfaire la soif de connaissance — qui soient capables de rédiger un plus vaste ensemble de suggestions, pour mener la tâche à terme, avec plus de compétence et d'énergie, avec plus d'élévation spirituelle encore que celle dont nous sommes inspirés quand dès l'année 1949, nous écrivions: « Les hommes, par conséquent, s'ils doivent se sentir unis par l'esprit dans le *Corpus Mystique du Christ*, doivent être, pour la matière, les cellules du corps physique du Rédempteur. Nous pourrions ainsi réaliser sur la planète l'unité harmonique désirée là où toutes les parties, par loi d'association ou de solidarité, dans la dualité de l'esprit et de la matière, se trouveront en relation entre elles comme les membres d'un même corps dans la figure éternelle de Jésus-Christ, vrai Homme » (32).

(1) Giuseppe Petrilli: « La Comunità Europea dieci anni dopo ». Iniziativa europea, année IX, n. 94, Aprile 1967, Roma.

(2) Lao-Tze: « Il libro del principio e della sua azione », traduit et commenté par J. Evola, Ed. Ceschina, Milano, 1959, p. 47.

(3) Lao-Tze: op. cit. pag. 49.

(4) Sigmund Freud: « Mosé e il Monoteismo », Pepe Diaz Editore, Milano, 1952, p. 133.

(5) Leonardo Ancona: « La psicoanalisi » La Scuola Editrice, Brescia, 1963, p. 138-139.

(6) Erich Fromm: « Può l'uomo prevalere? » Bompiani Editore, Milano, 1963, p. 133.

(7) J. Huizinga: « La crisi della civiltà » Giulio Einaudi, Ed. Torino, 1938, p. 137.

(8) Primo Sacripanti « Energetica Umana » Accademia Tiberina, Roma, 1964.

(9) Umberto Eco: « Apocalittici e integrati »,

# Pour une CHARTE EUROPEENNE DE L'ENSEIGNEMENT

Dans le numéro d'octobre 1967 de la revue EDUCATION EUROPEENNE Henri Cartan souligne l'opportunité d'élaborer une Charte européenne de l'enseignement. Il écrit notamment:

*Le prochain Congrès européen de l'A.E.D.E. se tiendra à Bruxelles au mois d'avril 1968. Conformément à la tradition, ce congrès se déroulera autour d'un thème. Celui qui a été choisi par le Comité européen de l'Association Européenne des Enseignants, lors de sa réunion à Cuneo à la fin du mois de juillet, est dès maintenant proposé à la réflexion de chacun de ses adhérents et doit animer les discussions dans les sections régionales: il s'agit de dégager les grands principes qui, aujourd'hui, devraient être à la base de l'organisation ou de la réorganisation de l'enseignement dans nos pays d'Europe. Comme il y a déjà une Charte des Communes d'Europe et une Charte sociale du Conseil de l'Europe, il conviendrait de proclamer une «Charte européenne de l'enseignement». N'est-il pas conforme à la vocation de l'Association Européenne des Enseignants de prendre une telle initiative?*

*Quels pourraient être les éléments d'une «Charte européenne de l'enseignement»? Notre Congrès européen devra en débattre; mais voici déjà quelques idées que j'emprunte au rapport de notre Secrétaire général*

(Suite des notes de la p. 6)

Bompiani Editore, Roma, 1964, p. 9.

(10) Umberto Eco: op. cit. p. 8.

(11) Primo Sacripanti: «La programmazione culturale», Pensiero ed arte, année XXIII, n. 3, éd. estivale 1967, p. 12 et suiv.

(12) Umberto Eco: op. cit. p. 7.

(13) Umberto Eco: op. cit. p. 6.

(14) Umberto Eco: op. cit. p. 16.

(15) J. Huizinga: op. cit. p. 48.

(16) J. Huizinga: op. cit. p. 48.

(17) J. Huizinga: op. cit. p. 28.

(18) Giuseppe Montalenti «L'evoluzione» Einaudi Editore, Torino, 1965, p. 111-112.

(19) J. Huizinga: op. cit. p. 34.

(20) Karl Marx: «Critica al programma di Gotha», dans «Il Partito e l'Internazionale», Roma, 1948.

(21) Robert L. Heilbroner: «The future as History», New York, Harper et Bros. 1953, p. 113.

(22) Karl Marx e F. Engels: «La sacra famiglia», Roma, 1954.

(23) Karl Marx: «Il capitale», Vol. I, Ed. Rinascita, Roma, 1956.

(24) Herbert Spencer: «Principles of Ethics», Sec. 222.

(25) Erich Fromm: «Marx's Concept of Man»

*A. Biedermann, à qui revient l'initiative du thème choisi. L'Ecole est actuellement en mutation dans la plupart des pays; partout des réformes ont été promulguées ou sont en cours d'élaboration, et dans nos pays occidentaux elles sont suscitées par les mêmes problèmes. Mais, par habitude, ces réformes sont discutées uniquement à l'échelon national; l'enseignement étant encore conçu avec une finalité purement nationale, chaque pays est à la recherche de ses propres solutions, sans tenir compte des incidences que des réformes mises en vigueur dans l'un d'eux peuvent avoir pour la communauté européenne. Certes, chacun de nos pays a ses caractères propres et ses problèmes particuliers; mais aujourd'hui nous devrions tendre vers un enseignement à finalité européenne, car c'est dans le cadre de l'Europe que nos élèves auront à utiliser leurs connaissances. Il devrait donc être posé en principe, désormais, qu'aucune réforme importante, dans le domaine scolaire ou universitaire, ne devrait être décidée sans consultation avec les autorités universitaires des autres pays, tout au moins de ceux qui appartiennent au Marché Commun. Si des diplômes nouveaux sont créés, ils devraient être institués de préférence à l'échelon européen, sinon on compliquera encore davantage le fameux problème de l'équivalence des diplômes, dont la solution n'est toujours pas en vue.*

Frederich Unger, Publ. C°, 1961, pag. 138.

(26) Lao-Tze: op. cit. pag. 92.

(27) Paul Tillich: «Protestantische Vision», Ring Verlag, Stuttgart, 1952, p. 6.

(28) Primo Sacripanti: «Lavoro e preghiera nella Regola Benedettina» Idea, année XXII, n. 2, Février 1966, Roma, p. 81.

(29) Primo Sacripanti: «Dall'espressione umana ai potenziali psicosomatici», Metapsichica, Casa Editrice Ceschina, Milano, année XXII, fasc. III-IV, 1967.

(30) J. Bronowski: «Costruirono sulla scienza una nuova vita». Il Corriere UNESCO, Roma, année XX, Mai 1967, n. 5. p. 24.

(31) Albert Einstein: «Relatività», Paolo Boringhieri Editore, Torino, 1960, p. 42 et suiv.

Auteurs Variés: «Cinquante anni di relatività»: Mario Pantaleo: «Introduzione generale», p. XXVII; Giovanni Polvani: «Il moto della terra, filo storico della relatività», p. 13; Piero Caldirola: «Applicazioni e verifiche sperimentali della relatività ristretta», p. 385; Coedizioni: Edizioni Giustine Firenze e Sansoni Editore Firenze, 1955.

(32) Primo Sacripanti: «Unità economica mondiale» Umanesimo, année V, n. 7, Juillet 1949, Roma.

# Les travaux du Conseil de l'Europe

## LA XIX<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE

### RELATIONS ENTRE L'EUROPE ET LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Rapporteur M. Erling Petersen

Alors qu'en 1947 on estimait que le libre jeu du marché donnerait les meilleurs résultats pour l'utilisation des ressources et la division du travail sur le plan international, on constate à présent au sein de la CNUCED-UNCTAD que, pour réduire l'écart commercial entre pays développés et en voie de développement, il faut transformer radicalement le système actuel des échanges internationaux.

Analysant les conclusions et les effets de la première Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Genève, 1964) le rapporteur constate que le déséquilibre économique entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement s'est accentué depuis le début de la Décennie des Nations Unies pour le Développement, du fait notamment des modifications intervenues dans les structures économiques mondiales. La seconde conférence qui se tiendra en 1968 à New-Delhi risque fort de s'ouvrir sur un feu nourri de protestations des pays en voie de développement contre cet état de chose.

Le rapport analyse les principaux points à l'ordre du jour de New-Delhi et les options possibles en vue notamment d'une prise de position commune par les pays européens dans les discussions préliminaires que tiennent les pays développés au sein de l'O.C.D.E.

A New-Delhi, les discussions porteront sur:

- les produits de base;
- les produits manufacturés;
- le financement du développement.

#### Produits de base

Ce point concerne la négociation d'accords base qui sont souvent la seule ressource des internationaux portant sur les produits de pays en voie de développement (régularisation des cours, stockage, contingentement des exportations, stimulants financiers à la diversification). Les pays en voie de déve-

loppement estiment que la conclusion d'accords pratique, négociés produit par produit, est préférable à des directives de caractère général visant à trouver des solutions universelles. Les problèmes diffèrent selon qu'ils concernent les produits de base originaires des pays en voie de développement, pour lesquels la diversification est essentielle, les matières premières agricoles concurrencées par les produits synthétiques, dont il convient d'abaisser le prix de revient, ou, enfin, les denrées agricoles produites à la fois par les pays développés et en voie de développement, pour lesquels le problème-clé est l'abaissement des barrières protectionnistes.

Le Rapporteur espère que les Etats membre de la C.E.E. renonceront à leur habituelle attitude de défensive et compléteront par une politique active à l'égard de l'ensemble des pays en voie de développement le bon travail accompli à l'égard des Etats africains et malgache associés.

#### Produits manufacturés

L'industrialisation n'est pas simplement le symbole de l'indépendance politique, elle est aussi, pour la plupart des pays en voie de développement, synonyme de développement économique. Tout programme d'industrialisation devrait prévoir la création d'industries de transformation ou de fabrication basées sur les ressources locales. Certes, les pays en voie de développement tireront certains bénéfices, d'ailleurs limités, des négociations Kennedy, mais un nouvel effort s'impose, et, pour la conférence de New-Delhi, le problème de la libération du commerce des produits finis ou semi-finis sera sans doute inclus dans celui des préférences tarifaires, en raison du renoncement des Etats-Unis au principe de la nation la plus favorisée annoncé par le Président Johnson à Punta del Este. Il est devenu politiquement difficile de ne pas admettre le principe de l'accès préférentiel au bénéfice des pays en voie

de développement. L'institution d'un système général de préférences en faveur de ces pays ferait toutefois disparaître les systèmes préférentiels existant entre la C.E.E. et les Etats africains associés, entre le Royaume-Uni et le Commonwealth.

Plus que sur le principe des préférences tarifaires, les délibérations de New-Dehli porteront sur les modalités: système d'entrée préférentielle en franchise, sous réserve d'une clause de sauvegarde, souhaitée par les pays en voie de développement, les Etats-Unis et le Royaume-Uni; ou système de contingents tarifaires préconisé par la France et l'Allemagne — la C.E.E. proposant une combinaison des deux formules. De l'avis du rapporteur, l'important n'est pas tant le choix d'un de ces deux systèmes que le cadre général de son application, qui doit constituer une nouvelle division du travail sur le plan international. Le but des préférences tarifaires étant en fait d'encourager certaines industries, une formule d'accord doit être trouvée sur les types d'activités à promouvoir et sur l'octroi d'une assistance financière et technique.

### Financement du développement

L'aide financière accordée par les pays développés est en régression, et une proposition de financement supplémentaire garantissant les pays en voie de développement contre les fluctuations à court terme du prix des produits de base sera un des points prioritaires de discussion de New-Dehli. Cette proposition a le mérite d'associer des mesures concernant le commerce, les capitaux et la planification du développement, et d'impli-

quer de part et d'autre des obligations parallèles.

Le même principe d'obligations parallèles doit régir l'expansion commerciale entre pays en voie de développement. Cette expansion doit se faire de façon progressive, dans le cadre d'une intégration régionale, voire sub-régionale. Le rapporteur mentionne ici le projet de coopération régionale auquel participent la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Citant les intentions d'appui manifestées à Punta del Este par les Etats-Unis à l'égard d'un Marché Commun latino-américain, il estime que la C.E.E. pourrait pareillement appuyer les mesures d'intégration régionale entre les Etats africains associés.

Il serait déplorable que les Etats européens adoptent, lors de l'élaboration à l'O.C.D.E. de la position des pays développés, des positions divergentes sur les principaux problèmes qui seront négociés à New-Dehli: accords sur les produits de base, préférences, financement supplémentaire, appui à l'intégration régionale.

Rappelant que les pays développés attendent des pays en voie de développement qu'ils se montrent capables d'exploiter l'assistance accordée, le Rapporteur estime que la tendance européenne à limiter l'aide financières et les échanges commerciaux à certains groupes de pays constitue un type de relations verticales Nord-Sud dont la généralisation dépendra de la politique suivie par la C.E.E. et la Grande-Bretagne dans le maintien des liens commerciaux préférentiels avec certains pays en voie de développement. Cette tendance discriminatoire ne peut être acceptée par les pays que n'influencent pas d'anciennes relations coloniales, et doit être condamnée par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe.

## POUR UNE COMMUNAUTE TECHNOLOGIQUE EUROPEENNE

*(Conclusion du rapport de M. Reverdun à propos de l'institution d'une communauté technologique européenne que tous s'accordent à retenir indispensable).*

Que l'Union soviétique soit aussi désireuse d'accroître sa coopération scientifique et technologique avec les pays d'Europe occidentale, le fait est attesté par les déclarations des dirigeants soviétiques et par le développement des échanges d'informations scientifiques et technologiques entre l'Est et l'Ouest. Les nombreux accords bilatéraux conclus entre Etats des deux zones européennes constituent aussi un progrès dans la bonne direction. Les échanges dans les domaines plus spéci-

fièrement technologiques sont encore assez limités et il y aurait intérêt à les développer car l'Europe occidentale ne peut que gagner à se familiariser avec la technologie soviétique. Jusqu'à présent, la plupart des accords ont consisté à fournir aux pays de l'Est, en échange de matières premières, des produits de la technique occidentale, par exemple des usines entières. Jusqu'à une date toute récente, il s'est donc agi d'une circulation à sens unique, l'U.R.S.S. et les pays de l'Est

ayant profité de la supériorité technique de l'Europe occidentale. Des efforts devraient donc être fait pour instituer des échanges dans les deux sens, plus avantageux pour les deux parties, grâce auxquels l'Europe bénéficierait davantage de la technique, des brevets et des procédés supérieurs de l'Union soviétique. L'accord de coopération technique signé en octobre 1966, pour une durée de cinq ans, entre la « British Imperial Chemical Industry » et l'U.R.S.S., l'accord franco-soviétique de juin 1966 instituant une coopération dans l'électronique et l'industrie chimique, une recherche commune en matière technologique et l'échange de brevets et licences constituent des exemples d'arrange-

ments qu'il conviendrait de multiplier, car ils contribuent au développement du potentiel scientifique et technologique de l'Europe. Grâce à une étroite collaboration de cette nature avec l'Union soviétique et d'autres pays d'Europe orientale — aussi bien qu'avec les Etats-Unis — l'Europe pourra également déterminer quels sont les domaines où elle doit se tirer d'affaire par ses propres moyens et quels sont les cas où il est préférable pour elle d'acquérir à l'étranger des brevets et licences contribuant ainsi à la réalisation, tout en tirant profit, d'une division internationale du travail technologique et scientifique.

## APPLICATION DE LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE: LE MECANISME DE CONTROLE

Instrument international de protection des libertés professionnelles et des droits sociaux, la Charte Sociale Européenne, entrée en vigueur le 26 février 1965, est appliquée à ce jour au Danemark, en République Fédérale d'Allemagne, en Irlande, en Italie, en Norvège, en Suède et au Royaume-Uni.

Elle stipule un certain nombre de droits fondamentaux de caractère social, notamment le droit au travail, le droit à la sécurité sociale, le droit de la famille, le droit de grève, ce dernier bénéficiant pour la première fois d'une garantie internationale.

La Charte prévoit l'existence d'un Comité d'Experts chargé de contrôler l'application, par les pays signataires, des engagements auxquels ceux-ci ont souscrit. Composé d'experts indépendants désignés pour leur haute intégrité et leur compétence dans les matières sociales internationales, ce comité comprend le Dr. Hubert Armbruster (République Fédérale d'Allemagne — Professeur à l'Université de Mayence), M. Brynjulf Bull (Norvège — Président du Tribunal du Travail), M. Salvino Busuttill (Malte — Professeur à l'Université de Malte), M.R.C. Geary (Irlande — Consultant à l'Institut de Recherche Economique et Sociale), M. Otto Kahn-Freund (Royaume-Uni — Professeur à l'Université d'Oxford), M. Pierre Laroque (France — Président de la Section Sociale du Conseil d'Etat) et M. Francesco Parrillo (Italie

— Professeur à l'Université de Messine).

Le Comité a pour mandat d'examiner les rapports présentés périodiquement par les Gouvernements sur l'application de la Charte dans leurs pays, et de formuler des conclusions à l'intention, notamment, de l'Assemblée des Parlementaires du Conseil de l'Europe. Il a tenu sa deuxième réunion du 14 au 16 septembre 1967 au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. L'Organisation Internationale du Travail, qui siège à titre consultatif à ce comité, y était représentée par M. Nicolas Valicos, Chef du Département des Normes Internationales du Travail.

Après avoir élu à sa présidence M. Pierre Laroque, et à la charge de Rapporteur-Général M. Kahn-Freund, le Comité d'Experts a procédé à la mise au point d'un formulaire qui permettra aux pays ayant ratifié la Charte Sociale de présenter dans une forme identique le rapport qui leur est demandé. Ces travaux ont permis une analyse détaillée des obligations contractées par les Etats au titre de la Charte et doné lieu à d'importantes délibérations sur certains articles de celles-ci.

Il s'agit là du premier pas accompli vers l'élaboration d'un mécanisme de contrôle analogue, pour la Charte Sociale Européenne, à ce qu'est pour la Convention Européenne des Droits de l'Homme la Commission Européenne des Droits de l'Homme.

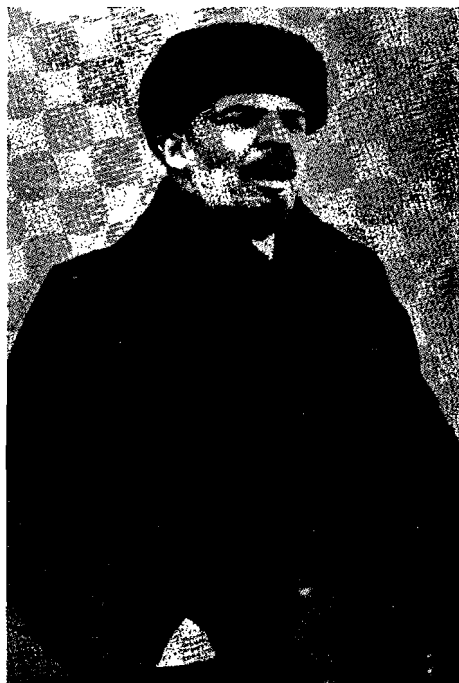
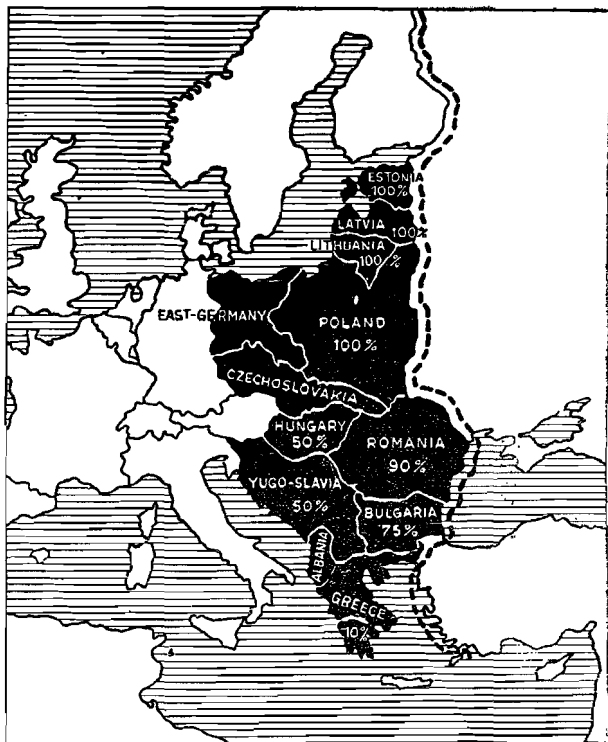
number 11

# europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

NOVEMBER 1967



Lenin

## Communism and East - Central Europe



Lenin and Stalin

Fifty years ago this November 7 there took place in Russia an event that was to shape the lives of men for generations to come. The Bolshevik Revolution provided a base of operations for applying and disseminating an ideology, which today is the official creed of regimes ruling over one-third of the world's population. Communism—whether called Stalinism, Titoism, Maoism, or Castroism—has become a determining force in the daily existence of people from a Chinese commune to a historic East European metropolis.

Wars and skirmishes, propaganda campaigns and battles for the minds of men have been and are being waged to spread or arrest this unwelcome visitation. Since the end of World War II an estimated 17 million men, women and children have fled their homelands to seek refuge from Communist aggression. Communist

expansionism has generated armed conflicts in Korea and Vietnam and brought the world to the brink of a nuclear holocaust during the 1962 Cuban missile crisis. Forced labor camps in the USSR and other parts of the Communist domain have claimed the lives of millions—from laborers to engineers, from peasants to the intelligentsia. Solemn promises and treaties trodden underfoot, flagrant interference in the internal affairs of sovereign states, unlawful seizure of power—all these are part of a record the protagonists of the Bolshevik Revolution and their heirs have added to the history of mankind.

What were the circumstances and conditions that helped foster the spread of this Communist miasma into East-Central Europe, what has Communist rule brought to the people of the area, and what is the immediate and future outlook?

## *The March of Communism*

The first decade after the Bolshevik Revolution saw the Soviet leaders preoccupied with grave internal problems. These were the years of domestic strife, foreign intervention, dissension within the Party, and virtual isolation of the USSR from the world community. The attempt at enlarging the Communist sphere of influence by giving limited aid to Mao Tse-tung's rag, tag and bobtail volunteers in China, came to naught. These early years, however, brought forth at least two events of major significance. One was the emergence of Stalin as Lenin's successor; the other—although less publicized at that time—had equally far-reaching results. Even before Lenin's death in 1924, the so-called "dictatorship of the proletariat" had already evolved into a dictatorship of the Communist Party leadership. Non-Communist parties were suppressed as "counter revolutionary"; the soviets, trade unions and other mass bodies lost their representative character; and open opposition to the Party line became a punishable offense. The very same pattern, with occasional variations, has since been applied in any state or territory that has fallen under Communist domination.

It was the advent of Hitler and the shifting balance of power in Europe that gave the Soviets the first opportunity to play a key role in International affairs. The infamous Soviet-Nazi Pact, signed on the eve of World War II, removed the last vestiges of any hesitation the

German dictator might have had in launching his attack on Poland. For the USSR, the Pact opened up new vistas. It extended Soviet influence to the Baltic States, and the USSR promptly availed itself of this new latitude the following year by forcibly annexing Estonia, Latvia, and Lithuania. Soviet expansionism was on the march, and its thrust into Europe would not come to a halt until eight years later.

The Soviet Union emerged from World War II a devastated country, but its armed forces were in command of all the strategic positions from the Balkans to the Elbe. Lassitude among the Western allies, increasing pressure from home to "get the boys back as soon as possible" and the prevalent desire to avoid antagonizing these "suspicious Russians" left the Soviets a clear field for action during the crucial postwar years. The Truman Doctrine and the Marshall Plan came too late to save East-Central Europe from a series of well-orchestrated Communist takeovers. By the end of February 1948, the Soviets had reoccupied Estonia, Latvia, and Lithuania, and directly or indirectly foisted Communist regimes on Albania, Bulgaria, Czechoslovakia, Hungary, Poland, and Romania. Moreover, the Soviets had annexed territories totaling 146,000 square miles belonging to Czechoslovakia, Poland, and Romania, and imposed a puppet Communist regime on East Germany. Yugoslavia, which also fell to communism, did so under somewhat different circumstances.

## *Breaking Up of the Monolith*

Until the death of Stalin in March 1953, the monolithic aspect of the Communist orbit was disturbed only by the defection of Yugoslavia in 1948. By 1953, the Communist rule had extended to China, Mongolia, and North Korea. North Vietnam's turn came the following year, and that of Cuba six years later. The bolting of Yugoslavia rankled, but in the first months of 1953 the will of Moscow was supreme over the rest of the Communist-controlled territory. A standard joke of that time that no East European Communist leader would dare take a day off without first checking with the Kremlin was probably not far off the mark.

Yet, beneath the calm surface small eruptions had already disfigured the once smooth sphere of the monolith. Purges within East European Communist parties had removed or liquidated

some of the more talented leaders, and the survivors had little to recommend them except blind obedience to Stalin. When the demigod died, and three years later was roundly denounced by Nikita S. Khrushchev, old-time East European Stalinists were at a loss as to how to cope with the new trends and developments. They had been happy with the old world; the changes left them perplexed and feeling betrayed.

It was the fateful year of 1956 which, in addition to Khrushchev's famed speech, also witnessed the Polish October and the Hungarian Revolution that marked the turning point in the fluid atmosphere of the aftermath of the 20th Congress of the Communist Party of the Soviet Union.

Although the Polish October and the Hunga-

rian Revolution were different in nature and outcome, the two historic events brought forth a yardstick for regulating future relations between the USSR and the countries of East-Central Europe. In analyzing Soviet reaction to the two events, the limits of permissibility and of freedom of action become tersely defined. A Poland under a "more liberal" Communist leadership of Gomulka the Soviets could countenance, or at least try to live with while awaiting further developments. But a neutral Hungary, bordering on neutral but pro-Western Austria, the Soviets would crush.

Poland's Gomulka managed to stay within the

circle of compliance; Hungary's Imre Nagy and the revolutionaries ventured beyond the perimeter. With minor changes, this is still the pattern governing Soviet-East European relations today. The Communist leaders of Romania may cross up the Soviets by refusing to sever diplomatic relations with Israel. They may even call for the abolishment of all military alliances, including the Warsaw Pact. But the lesson of Hungary is clear: the Soviets may tolerate semantic deviations but not any political « action » that might cost them a loss of face and jeopardize the precarious standing of the USSR as « primus inter pares » of international communism.

## Continued Soviet Hegemony

There is little doubt that since 1956 a number of qualitative and quantitative changes have occurred in East-Central Europe. The naked police terror of Stalin's day is less in evidence, although reports of high-handed behavior by the police are still far from being a rarity. Most East and Central Europeans are better off materially than a decade ago.

These changes, however, have not been substantive. Fundamental human rights—reaffirmed in the Universal Declaration of Human Rights adopted unanimously in 1948 by the United Nations General Assembly—are violated or denied outright. The people have no voice in government. Freedom of speech and of the press is nonexistent; freedom of worship and conscience severely restricted. Freedom of movement, especially travel abroad, is regulated by the state. Trade unions protect the regime's interest at the expense of the worker. Forced collectivization has deprived the farmer of his dignity and individuality.

Moreover, more money does not necessarily mean a ready access to goods. In a Communist state, discrimination and stratification are king. On top of this artificial pyramid perch Party functionaries and a smattering of sundry regime-certified opportunists. For them, there is preferential treatment; for them, there is no waiting in line for goods; for them, housing shortages present no problem.

Over this paradise of bureaucrats and sycophants hangs the shadow of continued Soviet hegemony—military, political and economic. It may no longer smother the East European countries with its all-pervasive presence as during the Stalin era, but the basic weapons used in enforcing this hegemony have not yet been blunted by the passage of time.

First of all, the Soviets consider it in their national interest to protect their western flank

by a zone of subject or "allied" states. In turn, the East-Central European Communist leaders are well aware that their continuance in office is closely tied to Soviet political—and if needed military—support. Moreover the Communists argue that alliance with the USSR represents the best guarantee against the "threat of resurgent West Germany." This argument is given prominent play in Poland and Czechoslovakia, where the memories of the Nazi occupation are constantly being rekindled by the regimes. This interplay of Soviet and East European Communist self-interests generates a climate of interdependence through necessity and helps ensure undisputed Soviet hegemony.

On the military scene, much has been written about the paper character of the Warsaw Pact. It must be noted, however, that the Pact places the armed forces of Bulgaria, Czechoslovakia, East Germany, Hungary, Poland, and Romania under direct Soviet control. The commander is a Russian, and the equipment and military hardware is Soviet or conforms to Soviet specifications.

On a day-to-day basis, however, Soviet hegemony is most felt in the economic field. The fact that the economy of every East European Communist-controlled state, excepting Albania, is closely tied to that of the USSR, gives the Soviets a potent leverage that they can exert whenever necessary or desirable. As there is little intrabloc trade, bilateral trade agreements with the Soviet Union give Moscow a free hand to dictate the terms. The Soviets have fully availed themselves of this one-sided arrangement by instituting discriminatory pricing policies regarding Soviet imports and exports. As a result, the USSR has amassed billions of dollars of illegitimate profits from trade with its East-Central European "partners."

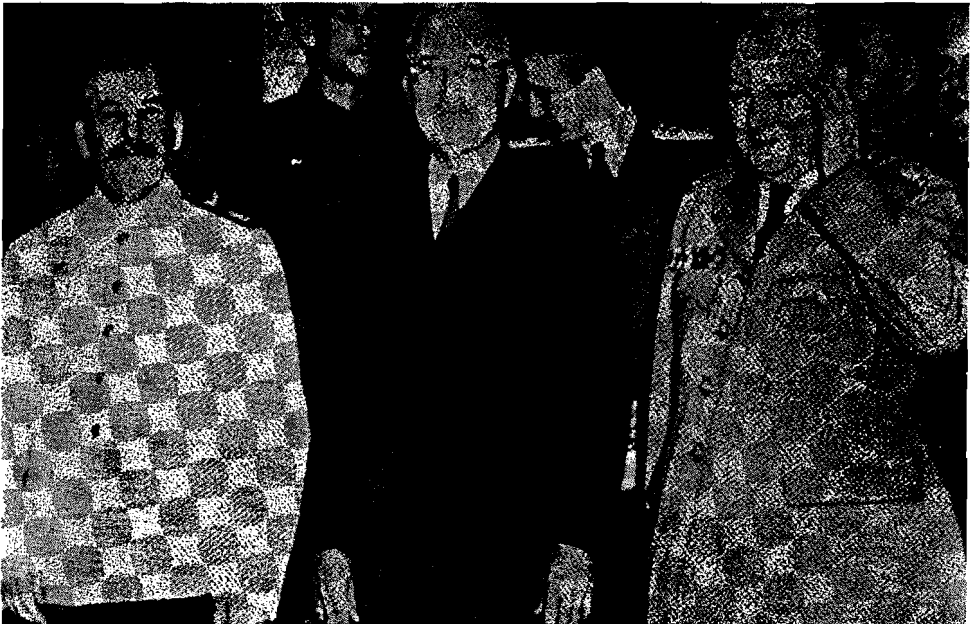
Industrial expansion in East-Central Europe,

too, has offered the Soviets a vehicle for wielding economic pressure. The USSR is the principal supplier of metallurgical fuel and iron ore to the East and Central European countries. As East European industry expands, the locally available supply of iron ore diminishes in proportion; this in turn makes the dependence on Soviet iron ore more acute. In addition, iron and steel works in East-Central Europe are suited to a narrow range of ores both in grade and quality — thus allowing the East European countries little latitude in choosing their source of raw materials. The Friendship Pipeline, pumping crude oil from the Ural region to Poland, Czechoslovakia, East Germany and Hungary, has been built to assure the Soviets of controlling the faucet.

This situation, however, is not without anomaly. Against all rules of international economics the USSR, an "advanced country", has become the supplier of primary materials. This

has placed a drain on its resources. According to the London Economist, in about five years the Soviet Union will be able to supply only about one fourth of the crude oil needs of the East-Central European countries. The other three quarters will have to come from the free world and be paid for by exports to non-Communist countries. As for iron ore, a similar prospect is in the offing. Krivoi Rog in the Ukraine the logical supply site, is becoming depleted. If iron ore is to come from other parts of the USSR, transportation costs might price it out of any market.

It is therefore possible that in the future these and other problems may make it more difficult for the USSR to hold a club over the direction of economic development in East-Central Europe. Today, however, this economic stranglehold is much in evidence and provides a powerful weapon for maintaining continued Soviet hegemony.



Potsdam 1945: Stalin, Truman and Churchill.

## PERSPECTIVE ON "CHANGE"

Although undisputed Soviet hegemony of East-Central Europe apparently precludes — at least for the present — any substantive change in Soviet-East European relations, there have been some changes inside a number of the East-European relations, there have been some changes inside a number of the East-Central European countries.

Faced with the failure of their outdated, unrealistic economic practices, the Communist leader in some East European countries have been talking about, and in a few instances half-heartedly experimenting with, the despised mainstays of the capitalist economy — individual incentives, market-oriented economy, and better-quality goods. There have also been overtures to the West to expand trade and cultural relations. The beauty of the East European lands is being extolled in advertisements in Western publications to attract tourists (i.e., hard currency), and generally regimes attempt to project a "new look" — less inward-oriented and more cosmopolitan and "liberal."

To assess these changes in their proper perspective, it seems necessary to delve into the motivation of those who have sanctioned them in the first place — the Communist leadership.

To wield power over an extended period of time requires the talent of understanding and exploiting the sentiments and idiosyncracies of those over whom one rules. In some dictatorships all that is needed is a complacent or apathetic population. In the Communist-controlled states, the magic formula is "gradual improvement." A Communist leader is quite correct in reminding the people that their lot is better today than a decade ago. What he thoughtfully omits, of course, is to draw a parallel between his people and those of Western Europe, since the latter, too, are much better off than ten years ago and even at that time they were infinitely better off than the East-Central Europeans are today.

Yet this technique of invidious comparison between a man in a dungeon and one who has "graduated" to a prison tank is not totally ineffective. Man can compare best by the yardstick of his own experiences. When direct access to the outside world is barred, he tends to draw on his own past and present existence to reach a conclusion. To him, *faute de mieux*, his present life is more attractive than the stark terror of the Stalin era. This is especially true of people who lived through the height of Stalinism but are too young to have personal recollections of the pre-Communist period. This, however, does not apply to older men and women who *did* experience freedom, nor to the youth of today who knew of Stalinist repression from word of mouth only and to whom life under communism appears in the true colors: drab, regimented, and devoid of challenge.

Concessions, or rather sops, meted out by

the regimes are motivated by a variety of reasons. First of all, they are designed to render the regime more palatable to the people, without jeopardizing in any way the leadership's monopoly of power. Some concessions and their extent are in direct ratio to the country's economic difficulties. Yet other concessions seek to alleviate pent-up-tensions and serve as a safety valve.

This last category is of special interest because of the manner the regimes handle and manipulate it. The Communist leadership may close its eyes on having communism and its practices lampooned in a cabaret. Selected letters from readers, criticizing this or that aspect of communism, are published in the controlled press. Discussions at a writers' congress are often acrimonious and unflattering to the Party. Yet, and here is the kernel of the matter, all this is for a limited audience only. The dissent is thus effectively localized. Nationwide radio and television programs are careful to stay within the prescribed bounds of "helpful" or "constructive" criticism. In this respect, the free world stations broadcasting to mass audiences in Eastern Europe, such as Radio Free Europe, remain indispensable for helping the people of the area maintain their sense of perspective.

Yet these sops doled out by the regimes represent marginal improvements, at least as compared to the pattern of ten years ago.



The Battleship "Kniaz Potemkin" bombs Odessa, 1905, the first sign of Communist Revolution

# THE NEW "SICK MAN" OF EUROPE

Communism today is the "sick man" of Europe. It has lost much of its virulence, its semantics are shopworn and unconvincing, its leadership is old, unimaginative and mainly preoccupied with clinging to personal power.

Moreover, the record shows that the system just does not work. It embodies some of the worst traits of feudalism, with a generous sprinkle of precepts postulated by other "isms" that have plagued mankind. It fails to understand and fulfill man's needs and aspirations. Its economic program is a conglomeration of simplistic slogans and ideas, devised in a vacuum by men who lived in an utterly different world. It has antagonized the worker and the peasant by depriving them of their right of choice, just compensation of their labors and individual dignity. It has alienated most of the intelligentsia by placing artists, writers, and scientists in gilded cages, to be exhibited at the regime's command. It has lost the young men and women, who regard communism and its "teachings" with boredom and contempt.

This sort of a balance sheet, one should assume, would compel any rational human being to chuck it all, institute radical reforms, and consign communism and its obsolete practices to the dust bin. The trouble is that, other weighty considerations apart, for the privileged few who

run the Communist Party the system does work.

True, they have to cope with economic problems and other day-to-day irritations. But they do have, by and large, a patent on perpetuating themselves in power; their material existence is easy and often opulent; they are treated as equals at international conferences; they are the sole dispensers of fear and favor in their country. Change, on the other hand, might bring vicissitudes, unforeseen perils.

Moreover, it goes against the grain of human nature — especially one nurtured by uniformity and stereotypes — to innovate for the sake of innovation. Most men who feel reasonably secure in their positions are likely to confine themselves to time-tested procedures and routines which had helped them into their present positions in the first place. "Above all, not too much zeal," said Talleyrand. This formula is close to the hearts of bureaucrats everywhere, and in the Communist-dominated countries only more so. Why rock the boat?

It is unknown to a dictatorship of any stripe that the leaders relinquish one iota more of their absolute power than necessary or dictated by circumstances. Their major goal is to protect their own vested interests and this—the Communist Party feels—can only be done by preserving a monopoly on power and ideas.



Gorki and Stalin

# A DIFFICULT ROAD AHEAD

Yet, the present state of affairs does not completely preclude an advent of deep-seated changes. The fluidity of the international situation offers a fertile ground for speculation as to future events and developments in East-Central Europe. How long will the tired, uncharismatic Communist leaders be able to stay in power and who or what will follow their departure are some of the other questions hotly debated among the students of East and Central European affairs.

What of the people in the area? What are **their** desires, hopes and aspirations? Freedom and the right to self-determination of course head the list. But the East and Central Europeans, be they Poles, Romanians or of other nationality, also consider themselves European. For them, the continuation of the artificial barrier separating them from their brethren in the West is intolerable. They crave regular, unfettered contact with the people of Western Europe; they want to reestablish the traditional close relations with the cultural and industrial centers from Scandinavia to the Italian boot; they want to learn what they have missed over the past two decades by being subjected to Communist misrule and mismanagement. The Communists have ostracized them long enough from the rest of the European and world community; the East-Central Europeans want to rejoin a society that leaves a man free to enjoy his individuality and dignity.

Closer regional cooperation among the East and Central European countries is another objective that the people of Eastern Europe consider of major importance. Before the Communist thrust into the area, there had been sporadic indications that in time closer regional cooperation between nations with similar interests might come to pass. As of today, however, the people of East-Central Europe have only had one traumatic experience with regional cooperation—COMECON. Initiated and virtually con-

trolled by the Soviets, this unsuccessful attempt to emulate the European Common Market has proved unworkable, discriminatory, and a tool for perpetuating Soviet hegemony. Genuine regional cooperation, on the other hand, would undoubtedly benefit most of the states in the area by opening up new markets and stimulating economic growth. But regional cooperation must first be based on the freedom of choice. Only if a country can join or leave a regional grouping when and how it pleases, can there be meaningful regional cooperation—whether on a bilateral or multinational level. Compulsory regional groupings are less than worthless, since the element of coercion acts contrary to the intended aim. Moreover, only within the framework of a freely formed regional grouping can a country protect its national interests.

Much has been written about the legacy of perfidy and inhumanity that the leaders of the Bolshevik Revolution willed to their heirs. It is a matter of record that the heirs have kept trust with their forebears and have even improved on their technique.

Yet, the full gamut of revulsion and disgust for communism and its practices has rarely been brought forth as tersely and pignantly as in the works of Soviet poet Andrei Voznesensky. Here are some excerpts:

They have taken out our sense of shame  
as an appendix is removed.  
We're doomed to being shameless  
We may be overcoming death,  
but who of us has blushed?  
We've forgotten how to do it.  
How shamefully we hold our tongues,  
Or, at the most, we hem and haw.  
I'm ashamed of things  
I've written myself.  
It's scandalous to eat fish  
with a fork instead of a knife.  
Even more scandalous for us to eat  
while others starve.



Stalin among the Soviet youth

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## *Le Rapport de Bruxelles et la manière dont il a été communiqué aux Britanniques*

Le «Daily Telegraph» du 6 octobre éta-  
le en première page des titres: «*Le Marché  
accuse De Gaulle*». «*Le Rapport sur l'en-  
trée de la Grande-Bretagne manigancé*» «*Fal-  
sification française*».

En effet, pour convaincre l'opinion publi-  
que que la situation économique du pays  
n'est pas aussi précaire que le rapport de  
Bruxelles la présente, le «Daily Telegraph»  
a pris sur soi d'accuser les Français et prin-  
cipalement le Président de Gaulle, d'avoir  
falsifié le rapport. Walter Farr, le corres-  
pondant du journal à Bruxelles accuse le  
Président français d'avoir violé les règles  
du Marché Commun. A l'appui de son accu-  
sation, il cite les déclarations des «*Person-  
nes officielles de Bruxelles*».

Il faut reconnaître que beaucoup de lec-  
teurs furent les dupes de cette propagande  
puérile, mais il en reste encore qui au-  
raient bien voulu apprendre aussi le nom de  
ces «*personnes officielles de Bruxelles*» dont  
les déclarations s'étaient sur la première pa-  
ge du «Daily Telegraph». Il n'y a pas de  
nom, bien entendu.

## *Problèmes raciaux à l'usage de la Communauté européenne*

Dans leur «*Bulletin*» les fonctionnaires  
de l'Office d'Immigration de la Grande-Bre-  
tagne, viennent de prendre à partie le Mi-  
nistre de l'Intérieur sur la question de l'im-  
migration des gens colorés en Angleterre.

En effet, le «*Bulletin*» de septembre pu-  
blie un article dans lequel il est dit que le  
Ministère de l'Intérieur est en train de gas-  
piller le temps et les talents de ses offi-  
ciers d'immigration. «*à cause de la vague  
et ridicule loi sur les immigrants du Com-  
monwealth*», et le «*Bulletin*» poursuit: «*De  
soi-disants vieux hommes sont admis com-  
me entretenus, de soi-disants jeunes hommes  
le sont aussi, sous prétexte de faire des étu-  
des. En réalité, la plupart des deux catégo-*

*ries sont au travail quelques jours après  
leur arrivée*».

Le «*Bulletin*» se plaint que l'admission de  
ces immigrants se fasse sur un rythme trop  
rapide pour que les officiers d'immigration  
aient la possibilité d'exercer quelque contrô-  
le que se soit.

Le «*Daily Telegraph*» du 3 octobre nous  
informe d'ailleurs qu'un porte-parole du Mi-  
nistère de l'Intérieur a reconnu que l'année  
dernière 8.500 immigrants colorés ont été  
admis avec permis de travail, mais que  
42.026 autres immigrants ont dû être admis  
comme membres entretenus des familles de  
ceux qui ont été admis avec permis de tra-  
vail. Du même porte-parole nous apprenons  
qu'en 1966 la Grande-Bretagne a admis  
442.742 immigrants du Commonwealth dont  
environ la moitié seulement étaient des vi-  
siteurs temporaires.

Dans les conditions actuelles de transfor-  
mation de la Grande-Bretagne en un pays  
multiracial, les Six feraient mieux de deman-  
der que la délégation britannique qui négociera  
l'entrée dans le Marché Commun, se  
présente avec au moins un ou deux mem-  
bres colorés.

## *... Et la promesse de violence ...*

Le soir du 6 octobre, à Londres, les nè-  
gres d'Angleterre, membres de l'organisa-  
tion internationale «*Pouvoir Nègre*», se sont  
réunis pour écouter l'appel au meurtre lan-  
cé par le nègre américain Kingsley Tweed  
qui entre autres a déclaré: «*Au diable avec  
le principe un homme un vote. Chaque nè-  
gre fera mieux de s'emparer d'un fusil, d'une  
mitrailleuse, d'une grenade et tirer sur tout  
ce qui est blanc. Il doit le faire maintenant  
Nous ferons mieux de commencer mainte-  
nant, ici, dans la sacrée vieille Angleterre*».

La police britannique espère bien enten-  
du, que la loi sur les relations raciales pour-  
rait s'appliquer aux nègres aussi.

Pour des raisons inconnues encore au  
peuple britannique, le gouvernement de Lon-  
dres paraît préparer une ère de grands trou-  
bles raciaux pour les pays. Ce sera une ère  
qui commencera, sans doute, à peu près en  
même temps que la Grande-Bretagne ferait  
son entrée dans la Communauté européen-  
ne si les manoeuvres travaillistes devaient  
réussir.

M. de la Ventolière

## POUR CEUX QUI FRAPPENT A LA PORTE ...

Sous prétexte d'avoir orienté leur politique vers l'Europe, les Travailleurs britanniques essaient depuis des années de forcer un dialogue haineux avec la France. Ils paraissent donc croire que ce dialogue qui en réalité devrait se dérouler entre la Grande Bretagne et la Communauté, se réduit à un dialogue entre eux et la France et plus particulièrement, entre eux et le Président De Gaulle. Et puisque ni la presse française ni le gouvernement de France ne semblent vouloir se laisser entraîner sur la pente sectaire des Travailleurs, le dialogue est devenu un soliloque dans lequel, tout à tour, les personnalités travaillistes tiennent des propos désobligeants ou arrogants à l'adresse d'un pays voisin qui est encore l'ami sincère de la Grande-Bretagne. Quelque fois même, le soliloque s'érige en « réponse » à la France voire au Président De Gaulle, sans, bien entendu, qu'il y ait jamais eu de question ou d'attaque qui justifie cette « réponse ». C'est ainsi que Lord Chalfont, l'émissaire permanent des Travailleurs en Europe, a trouvé bon de délivrer, lui aussi, une « réponse » au Président De Gaulle. Dans un discours prononcé devant les Journalistes Européens à Bruxelles, Lord Chalfont a fait prouesse de journalisme parlé en un langage fleuri et figuré si cher aux camarades de Londres et si cher à certains journalistes qui échouent dans des emplois d'Etat. Parlant de l'insistance avec laquelle les Travailleurs essaient de s'imposer à l'Europe, Lord Chalfont a dit :

*« Nous avons trouvé une porte qui est clairement marquée et nous y avons frappé fortement et clairement. Nous avons l'intention de continuer à frapper jusqu'à ce que la porte s'ouvre ».*

Ceci et ses projets de transformer les relations spéciales anglo-américaines en relations entre l'Europe et l'Amérique, méritent une mise au point afin de souligner que lorsqu'on se place en posture de quémendeur on ne doit pas farcir ses demandes d'arrogance.

\* \* \*

C'est pourquoi, je commencerai par vous dire, honorable Lord, que vous n'êtes pas le genre de personne qui puisse se permettre de « répondre » de quelque manière que ce soit au Président De Gaulle, même si vous

croyez que le Président méritait ou attendait une réponse. Mais passons outre, car après tout, faire semblant de taper les grands sur les épaules en parlant d'eux avec audace en public, a été de tous les temps le privilège des petits gens.

Mais pour revenir à la « porte » que vous dites avoir trouvée clairement marquée, il est temps qu'on vous rappelle que cette « porte », honorable Lord, est marquée du mot « Europe » et qu'il vous a fallu au moins deux siècles de politique anti-européenne, deux grandes crises, deux guerres mondiales, la perte d'un empire et l'abandon américain pour que vous vous trouviez devant elle, et ceci, après avoir tourné le dos avec mépris à ceux qui, lendemain de la dernière guerre cherchaient dans les débris de l'Europe de quoi construire cette porte. C'est croire donc qu'il n'y pas même une planche, pas même un clou qui vous appartienne dans cette « porte ».

Vous y frappez fort et avec insistance; personne n'en doute, mais de nouveau, on doit vous rappeler, honorable Lord, qu'il est dans la nature des besogneux de frapper aux portes. Ils le font d'habitude sans arrogance, mais avec l'insistance discrète et mesurée du quémendeur, donc pas trop fort. Et s'il est vrai qu'une porte finit par s'ouvrir lorsqu'on continue à frapper avec fracas, elle ne s'ouvre, hélas! pas toujours pour laisser entrer le tapageur; en général, elle s'ouvre pour « autre chose » et il serait plus sage, honorable Lord, d'épargner à la brave nation britannique cette « autre chose », car elle ne veut pas frapper à cette « porte », elle ne veut pas du fracas dont vous paraissez être si fier.

Le chemin de l'Amérique  
ne passe  
pas par Londres

Quant à la promesse que vous faites de transformer les relations anglo-américaines en relations entre l'Europe et l'Amérique, on doit aussi vous rappeler que ni l'Europe en tant que continent ni la Communauté n'ont besoin de passer par Londres pour

maintenir et renforcer leurs liaisons traditionnelles avec l'Amérique. Ni la Fayette ni Marshall n'ont eu besoin de le faire. Un peu plus de décence sied mieux lorsqu'on voudrait engager le peuple américain dans le marchandage du parti travailliste en Europe, car qui vous a dit, honorable Lord, que les Américains voudraient passer par Londres pour arriver en Europe où d'ailleurs la coopération sincère, égale et amicale a déjà sa place bien établie dans la conception du vrai européisme aussi bien que dans le coeur des peuples européens?

... un petit papier  
explicatif ...

Ce que vous devriez glisser discrètement sous la « porte » que vous voulez défoncer, ce serait un petit papier aussi clair que l'inscription sur la porte, un papier qui montrerait où se trouvent la plupart des 11.000 millions de Livres Sterling investis à l'Etranger, pourquoi à l'heure où le gouvernement britannique proclame son européisme, ses ministres font des pèlerinages outre-Atlantique afin d'apprendre vite et mieux comment calquer l'économie et l'industrie britanniques sur le modèle américain.

Ce papier, discrètement glissé sous la « porte », pourrait aussi expliquer l'empressement britannique en faveur du pacte russe-américain de non-prolifération nucléaire; il pourrait expliquer aux Européens la volonté du gouvernement travailliste de jouer un rôle à l'est de Suez à l'heure où il réclame l'intégration dans l'Europe, et en général, ce même papier pourrait aussi expliquer un petit mystère de psychologie: l'abondance de nouvelles d'Amérique et des pays du Commonwealth dans la presse et à la B.B.C. alors que le public britannique se trouve privé de toute information sur la vie des pays qui se trouvent à quelques dizaines de milles de Londres et dans les capitales desquels les émissaires travaillistes font profession de foi européenne.

Ces quelques points forment le texte imprimé sur votre carte de visite, honorable Lord, et il faut le reconnaître, ce n'est guère une carte de visite appréciée dans le monde où vous voulez vous faire admettre. C'est pourquoi on doit vous le dire, maintenant, mais une fois pour toutes: il vous manque l'identité européenne et en même temps, on ne sait pas très bien au nom de qui vous parlez. Serait-ce au nom du peuple britannique? Hélas; votre carte de visite ne l'indique pas!

## LES LANGUES ETRANGERES EN EUROPE

Tout européen devra connaître avant 1988 au moins une langue étrangère. Ce principe a été énoncé par un groupe de spécialistes des vingt pays qui participent aux travaux culturels du Conseil d'Europe. (1)

Pour que ce principe puisse être appliqué les experts ont tracé les grandes lignes d'une vaste campagne européenne qui, dans le délai de dix ans et grâce à la mobilisation de tous les moyens et de toutes les ressources disponibles, sera destinée à divulguer dans tous les pays d'Europe la connaissance des langues modernes. A cette campagne qui serait menée en collaboration avec les autorités responsables de l'enseignement, devraient participer tous les secteurs de la vie publique ou privée que le problème intéresse.

— une langue étrangère devrait être enseignée dans toutes les écoles européennes;

— dans les programmes de formation des futurs enseignants, il faudrait rendre obligatoire la connaissance d'au moins une langue étrangère;

— les autorités compétentes devraient étudier et organiser un système pour le perfectionnement intensif et constant des enseignants de langues modernes (cours, voyages d'étude, échanges).

— la plus large assistance technique possible devrait être accordée aux pays qui voudraient divulguer et améliorer l'enseignement des langues.

Le plan comprendra également des conseils et indications sur l'utilisation dans l'enseignement des langues des moyens modernes et d'information des masses.

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, République Fédérale Allemande, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Saint-Siège, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni.

## Un programme de travail

### L'HOMME DANS LE MILIEU EUROPEEN

Le Programme de Travail du Conseil de l'Europe pour 1967 et 1968 adopté à l'unanimité par le Comité des Ministres énumère toutes les activités à entreprendre ou à achever par le Conseil au niveau intergouvernemental et constitue un pas de plus vers la réalisation de son but: une unité plus étroite de l'Europe.

Comme le premier plan adopté en mai 1966, le Programme est intitulé « L'Homme dans le Milieu Européen ». Il se divise en 7 chapitres qui couvrent respectivement les affaires économiques, juridiques, sociales; la santé publique et l'hygiène; la conservation de la nature et des ressources naturelles; l'enseignement scolaire et universitaire et l'éducation extra-scolaire, la culture, le sport et la jeunesse. Chaque chapitre expose les buts généraux des activités dans chaque domaine, et énumère les travaux accomplis en 1966, en cours d'achèvement ou qui vont débiter en 1968.

Ainsi que le Président du Comité des Ministres, M. Spyros Kyprianou, Ministre des Affaires Etrangères de Chypre, l'a déclaré lors de la session de printemps de l'Assemblée: « ... d'autres organisations internationales ont aussi leurs programmes, mais aucune n'assigne comme la nôtre à chaque activité un objectif pratique bien déterminé et, surtout, la fixation de dates précises pour sa mise en œuvre. Nous pourrions estimer imprudent de la part du Conseil d'annoncer publiquement et dans les moindres détails ce qu'il a l'intention de faire dans les multiples domaines de sa compétence, et quand il le fera. Ne risque-t-il pas de se discréditer s'il ne tient pas ses promesses? J'ai pour ma part assez de confiance dans la volonté politique de nos gouvernements et dans les compétences et les aptitudes de nos conseillers au sein des comités d'experts et du Secrétariat pour penser que le programme sera considéré comme une véritable gageure qui nous incitera tous à démontrer combien la coopération intergouvernementale, encouragée et contrôlée par cette Assemblée, peut être efficace si elle est conçue intelligemment et poursuivie avec toute l'énergie nécessaire ».

#### Chapitre I — La Structure économique

En 1966, le Conseil a formulé une recom-

mation visant à étendre à tous ses pays membres les règlements du Marché Commun concernant la taxation, selon un droit de douane forfaitaire, des marchandises faisant l'objet de petits envois adressés à des particuliers ou contenues dans les bagages personnels des voyageurs. Cette année verra la réalisation d'une convention sur la production et la commercialisation des produits de la Vigne et des Spiritueux. En 1968 débiteront des travaux sur les règles et principes d'éducation et d'information du consommateur et sur la question de la publicité de nature à induire en erreur celui-ci; enfin sur les règles de sécurité à observer dans la fabrication et l'utilisation des pneus de voiture.

#### Chapitre II — Travaux en matière juridique et administrative, les droits de l'homme et la prévention du crime

Les travaux permanents mentionnés sous ce chapitre comprennent: la mise en œuvre de la Convention européenne des Droits de l'Homme par la Commission, la Cour et le Comité des Ministres, la publication de bulletins d'informations sur les projets de lois et de réglementations en matière juridique et pénale, et sur les projets de recherches criminologiques au moyen de conférences internationales, d'échanges de personnel et de bourses au profit des chercheurs; et l'application de deux conventions européennes, la première concernant le droit d'entrée, d'établissement et d'emploi dans les pays membres, la seconde concernant la classification internationale des brevets d'invention.

Neuf projets aboutiront cette année, notamment l'élaboration d'une convention sur le transport international des animaux, et de recommandations aux gouvernements sur les mesures pratiques apportant de nouvelles simplifications aux formalités de frontière. On prévoit, entre autres, l'achèvement en 1968 de plusieurs conventions européennes, notamment d'une convention sur le rapatriement des mineurs et d'une autre concernant le lieu de paiement des obligations monétaires; d'études concernant les effets des moyens d'information de grande diffusion sur la délinquance juvénile; la vente à tem-

pérament; la législations relative aux sociétés d'investissement; enfin de travaux importants sur les brevets et les marques de fabrication. Six nouvelles activités débiteront en 1968. Elles comprennent une étude de la criminalité des travailleurs migrants et l'examen des problèmes posés par la coexistence de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des projets de Pactes des Nations Unies.

Parmi les sujets à l'étude au sein du Secrétariat, qui pourront être inclus dans des programmes de travail futurs, figurent les statistiques criminelles, la législation de la presse, la toxicomanie, l'enregistrement des testaments et les problèmes juridiques de l'espionnage industriel. Les travaux terminés en 1966 comprennent les textes de deux nouvelles conventions: la première relative aux obligations en monnaie étrangère, la seconde traitant des fonctions consulaires.

### Chapitre III — *La structure et l'action sociales*

Outre ses travaux permanents (contrôle de l'application de la Charte Sociale Européenne et du Code Européen de Sécurité Sociale, gestion du système de bourses en faveur du personnel des services sociaux, etc.), le Conseil prévoit l'aboutissement en 1967 d'une série de six activités. Elles portent sur: des mesures en faveur des travailleurs migrants et de leur famille (logement, vie sociale, assistance, enseignement des langues, etc.); des recommandations relatives aux jeunes travailleurs; une convention sur les conditions de vie et de travail des jeunes filles au pair; enfin, une convention européenne de sécurité sociale.

Parmi les travaux qui devront aboutir en 1968 on notera l'élaboration de deux Statuts européens traitant des travailleurs migrants et des jeunes travailleurs et la préparation de recommandations aux gouvernements sur la politique européenne sociale et médico-sociale de la vieillesse.

Le succès de la première Conférence Démographique européenne, tenue l'an dernier, a décidé les gouvernements à autoriser la préparation d'une seconde Conférence, pan-européenne, pour 1970 ou 1971.

Dans la rubrique « activités nouvelles à entreprendre en 1968 », on trouve la protection sociale et juridique des mères célibataires, et une étude de l'amélioration des moyens d'aide en cas de catastrophe naturelle et de l'envoi de secours — sujet auquel la catastrophe italienne de 1966 a donné une urgence accrue. (1)

Le programme signale enfin l'aboutissement en 1966 de sept activités, notamment la mise au point d'une convention sur l'a-

doption des enfants, de projets pilotes pour l'enseignement des langues aux travailleurs migrants, de recommandations sur la sécurité et l'hygiène du travail, d'une étude sur l'inspection du travail, etc.

### Chapitre IV — *Santé et hygiène*

Parmi les activités permanentes figurent l'octroi de bourses et l'organisation de stages de formation pour le personnel médical et paramédical, et l'établissement d'une pharmacopée européenne.

En 1967 on prévoit l'aboutissement, entre autres, des projets suivants: la préparation de recommandations aux gouvernements sur des mesures pour combattre le doping des athlètes et sur les aspects médicaux de la prévention routière, et l'institution d'un panneau du Conseil de l'Europe à attribuer aux terrains de camping répondant à certaines normes d'hygiène.

Les travaux dont on prévoit l'aboutissement en 1968 portent notamment sur la protection des aliments, et sur les effets du bruit sur la santé. Une norme européenne d'hémoglobinométrie sera établie en 1969. L'an prochain, des travaux débiteront sur trois sujets nouveaux: la préparation de « consignes européennes » pour la sécurité des enfants, l'équivalence des diplômes des techniciens de laboratoires médicaux, et une éventuelle Convention régissant le transfert de corps.

### Chapitre V — *Milieu physique et ressources naturelles*

En 1966, le Conseil a établi un Centre européen d'information sur la sauvegarde de la nature, et attribué le diplôme européen à trois réserves naturelles en Angleterre, France et Belgique. En 1967, le Conseil a achevé ses travaux sur la protection des mammifères et oiseaux menacés d'extinction. En 1968 une Charte Européenne de l'Eau sera publiée et l'on formulera des propositions pour un accord concernant l'usage des pesticides et pour une déclaration sur le contrôle de la pollution de l'air. Des experts seront envoyés en Turquie pour aider le gouvernement à organiser deux réserves naturelles. D'autres sujets à traiter sont la conservation des sols et des sites côtiers.

Le Conseil prépara aussi l'organisation d'une Conférence Européenne sur la Sauvegarde de la Nature et d'une Année européenne de la Nature en 1970.

L'importance accordée à l'aménagement du territoire est consacrée par la décision de tenir une réunion intergouvernementale d'experts des pouvoirs locaux. Le Programme de travail indique aussi que le

## Les travaux de la F.A.O.

# Le problème de la faim dans le monde

— Trois interventions ont dominé le 6 novembre à Rome la première journée de travail de la conférence biennale de la F.A.O., Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, dont la séance inaugurale avait eu lieu le 4 novembre: celles de MM. Sen, directeur de l'Organisation; Bruce Mackenzie et Edgar Faure, respectivement ministres de l'agriculture du Kenya et de la France.

\* \* \*

Le chef de la délégation française a répondu dans son allocution aux dirigeants du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) qui, lors de leur congrès des 25 et 26 octobre, avaient indiqué que l'aide au « tiers monde » ne devait en aucun cas servir de prétexte à une division internationale du travail et à un développement « égoïste » de l'agriculture dans les pays riches.

M. Edgar Faure pense qu'il serait « extrêmement grave » de renoncer à l'aide alimentaire et d'engager les pays riches à limiter la croissance de leur production. Il vaut mieux, selon lui, courir le risque d'une surproduction que d'une pénurie et prévoir que de nombreux pays resteront longtemps incapables de subvenir à leur propres besoins.

Fidèle à la doctrine dite « française », telle qu'elle avait été exprimée à cette même tribune par M. Pisani, en novembre 1961, et telle qu'il l'avait lui-même développée en octobre 1966 devant l'O.C.D.E., à Paris, M. Edgar Faure a dit qu'il fallait appliquer en même temps les deux « thérapeutiques » permettant

de vaincre la faim: la fourniture de denrées par les pays riches à agriculture excédentaire, d'une part, et l'assistance technique et la livraison de biens de production permettant le développement des économies locales, d'autre part. En aucun cas il ne saurait être question de sacrifier la première de ces « thérapeutiques » à la seconde.

L'aide alimentaire systématique est-elle de nature à détourner les pays bénéficiaires de leurs efforts de développement? Il existe, a répondu M. Edgar Faure — faisant vraisemblablement en l'occurrence allusion à la Grande-Bretagne, — des « exemples historiques célèbres » pour démontrer que l'importation de produits agricoles à bas prix peut faciliter une expansion industrielle.

Répondant aux Jeunes Agriculteurs français, M. Edgar Faure a déclaré: « On ne voit pas pourquoi les agriculteurs des pays riches seraient privés de la rémunération convenable de leur travail ».

Le ministre français a indiqué que la politique d'aide alimentaire devrait être complétée par une organisation internationale des marchés fondée sur une véritable « concertation » des Etats producteurs.

La F.A.O. comptera désormais cent seize Etats membres: la Barbade, la Bulgarie et la Hongrie ont en effet été admises comme membres de plein droit, ce dernier pays, qui avait quitté l'Organisation en 1952, étant invité à régler un arriéré de cotisation. D'autre part, Barhein et Qatar ont été admis comme membres associés.

(suite de la p. 15)

Secrétariat étudie les problèmes posés pour l'élimination des détritiques, résidus et autres déchets.

### Chapitres VI et VII — Enseignement, culture, science, jeunesse et sports

Ces deux chapitres — les plus longs du programme — énumèrent les nombreuses activités menées sous les auspices du Conseil de la Coopération Culturelle. Un intérêt tout spécial est accordé à l'établissement de façon permanente à Strasbourg, d'un Centre Européen de Jeunesse, ainsi qu'aux travaux concernant l'équivalence des qualifications universitaires et des diplômes; la standardisation des programmes scolaires et universitaires; la préparation d'une Conven-

tion sur le maintien des bourses aux étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger, une campagne pour améliorer l'enseignement des langues modernes; la révision des manuels d'histoire et de géographie; enfin, aux travaux concernant l'utilisation accrue, dans l'enseignement, des moyens audio-visuels.

La préservation et le développement de l'héritage archéologique et culturel européen constituent la base d'un certain nombre de projets. Parmi les travaux qui débiteront en 1968, on note la préparation d'une convention sur la normalisation du diapason.

Ces chapitres à eux seuls mentionnent 22 activités permanentes et plus de 100 projets à mener à bien dans un proche avenir.

(1) Il s'agit des inondations de novembre 1966.

## CHEMINS DE FER EUROPEENS

Le 5 décembre prochain sera officiellement installée à Bruxelles la nouvelle société internationale créée par les chemins de fer européens: Intercontainer. MM. Louis Armand, secrétaire général de l'Union internationale des chemins de fer (U.I.C.), et Louis Delacarte, directeur commercial de la S.N.C.F., viennent d'en préciser le but.

Intercontainer sera d'abord chargée de commander et de gérer les wagons spéciaux adaptés au transport des grands cadres-containers. Dès 1968, les premiers véhicules de ce type circuleront sur le réseau européen.

Intercontainer aura ensuite un important rôle commercial. Elle se présentera comme l'interlocuteur unique offrant à ses clients un service complet, de bout en bout, de n'importe quel point à n'importe quel autre du réseau européen. Cent soixante gares ont été sélectionnées en Europe de l'Ouest; elles seront équipées spécialement pour la réception des containers.

Il s'agira d'une société coopérative de droit belge ayant son siège social à Bâle. Son président sera Anglais, son directeur général Français son directeur commercial Allemand. Douze pays figurent parmi les treize membres fondateurs, les treizième étant la société internationale Interfrigo, qui a servi de modèle à Intercontainer.

MM. Armand et Delacarte estiment que les chemins de fer européens disposeront ainsi de l'instrument leur permettant de faire face à la véritable révolution qu'apportera le container dans la manutention et le stockage des marchandises.

## LE PRIX NOBEL ET LA PAIX

Le Prix Nobel de la Paix n'a pas été décerné depuis deux ans. Il est évident qu'à l'heure actuelle personne ne travaille pour la paix, bien que tous en parlent. Cette information n'a pas été signalée comme elle méritait, et nécessiterait de longs commentaires. Par contre il n'y a que l'embarras du choix parmi les candidats scientifiques.

Quatre savants se sont partagés cette année les Prix Nobel de physique et de chimie de l'Académie suédoise des Sciences. Le prix de physique a été attribué à un Américain d'origine allemande, le professeur Hans Albrecht Bethe, d'Ithaca (Etats-Unis). Hans Albrecht Bethe naquit à Strasbourg le 2 juillet 1906. Après avoir fréquenté le lycée Goethe à Francfort, il étudia la physique dans cette ville et à Munich. Disciple d'Arnold Sommerfeld, Hans Albrecht Bethe devint en 1928 docteur en philosophie de l'université de Munich. Il fut ensuite chargé de cours de physique théorique à Francfort, Stuttgart, Munich et Tuebingen. En 1933, il dut quitter l'Allemagne et, après un bref séjour en Angleterre, partit pour les Etats-Unis où il travaille depuis lors à l'université Cornell d'Ithaca (New York).

Le professeur Bethe mit sur pied pour la première fois une théorie complète concernant les processus nucléaires qui se produisent dans les étoiles et put de cette façon expliquer la production d'énergie de ces dernières, qui se manifeste pendant des temps incalculables.

Le Prix Nobel de chimie fut attribué pour moitié au professeur Manfred Eigen, savant allemand de Goettingen, et aux professeurs Ronald G. M. Norrish et George Porter, respectivement de Cambridge et de Londres.

Les trois savants ont été choisis pour leur contribution à des expériences et recherches qui permettent de suivre des réactions chimiques et biochimiques même extrêmement fugaces. Ils ont sérieusement contribué à accroître notre connaissance sur le déroulement des réactions chimiques. Le professeur Eigen a développé le processus de la température par discontinuité de pression, de même que celui par relaxation, où l'état d'équilibre d'un système de réaction chimique est légèrement déplacé pendant environ un milliardième de seconde en faisant intervenir une série d'impulsions de haute tension.

Le professeur Eigen est directeur de l'Institut Max-Planck pour la chimie physique à Goettingen et y dirige la section de cinétique chimique. Le lauréat est né en 1927 à Bochum. C'est à Goettingen, où il étudia la physique et la chimie, qu'il commença sa carrière scientifique. Après sa promotion en 1951, il travailla à l'Institut de chimie physique et passa deux ans après à l'Institut Max-Planck pour la même discipline. En 1964, il devint directeur de cet institut. De même que le professeur Bethe, le professeur Eigen reçut pour ses travaux scientifiques de nombreux prix et médailles, entre autres le prix Otto Hahn de physique et de chimie.

A travers l'Europe et le monde

# minimum

## Formation européenne des Infirmières

Un Accord établissant des normes européennes communes pour la formation des infirmières a été mis au point par le Conseil de l'Europe. Son but principal est, en assurant aux infirmières une haute qualification, de favoriser leur établissement dans les 18 Etats membres de cette organisation.

Le niveau d'instruction à exiger des candidates aux écoles d'infirmières, la durée et le contenu du programme d'enseignement, les conditions d'organisation auxquelles doivent satisfaire les écoles d'infirmières et la sanction des études sont traités de façon détaillée. L'Accord vise expressément les infirmières ou infirmiers en soins généraux dont les fonctions sont définies en ces termes :

« dispenser des soins infirmiers compétents aux personnes dont l'état le requiert, compte tenu des besoins physiques, affectifs et spirituels du malade en milieu hospitalier, au foyer, à l'école, au lieu de travail, etc.; observer les situations ou conditions physiques et affectives qui exercent un effet important sur la santé, et communiquer ces observations aux autres membres de l'équipe sanitaire; former et guider le personnel auxiliaire nécessaire pour répondre aux besoins du service infirmier de toute institution de santé ».

L'élève infirmière doit avoir un niveau scolaire correspondant environ à 10 ans de scolarité. Ce niveau doit être prouvé par la possession d'un titre scolaire ou la réussite d'un examen d'admission.

L'élève doit recevoir un minimum de 4.600 heures d'enseignement infirmier. L'enseignement théorique et technique (soins infirmiers et sciences fondamentales) devra représenter au moins un tiers de ce programme, et l'enseignement clinique (stages) au moins la moitié. L'un et l'autre devront porter sur tous les aspects du rôle de l'infirmière en matière de soins, y compris sur la prévention de la maladie, l'éducation sanitaire, les problèmes alimentaires et diététiques, les soins de première urgence, la théorie de la transfusion sanguine l'usage et l'action des médicaments, la réadaptation.

Pour que les stages aient une valeur éducative certaine, ils doivent s'effectuer dans des services agréés dont l'équipement en locaux, en matériel et en personnel de toutes les catégories permette aux élèves une initiation contrôlée à des tâches exclusivement professionnelles.

L'enseignement dans les écoles d'infirmières doit être confié à des professeurs qualifiés: médecins, infirmières et spécialistes des diverses disciplines. Chaque école doit avoir, parmi son personnel, au moins une infirmière diplômée ayant reçu une formation d'une année au moins qui l'a qualifiée pour l'enseignement de la profession d'infirmière.

Les études devront être sanctionnées par un examen final et par la délivrance d'un diplôme.

A ce jour, l'Accord européen sur l'instruction et la formation des infirmières a été signé par le Danemark, la Grèce et la République Fédérale d'Allemagne. La signature par le Gouvernement français interviendra incessamment.

## Un Fonds Jumelage

L'idée d'un Fonds Jumelage a été lancée par le Cercle d'amitié Rhénanie-Palatinat—Bourgogne. Alimenté par des organismes publics et privés, ce fonds serait destiné à accorder avant tout aux petites associations des subventions qui couvriraient les frais de déplacement lors de rencontres de jumelages.

## La journée agricole européenne

La Journée agricole européenne, qui a eu lieu à Dusseldorf les 23 et 24 novembre, a réuni plus de 500 agriculteurs européens. Le président de la Fédération agricole allemande, M. Edmund Rehwinkel, et le vice-président de la commission de la C.E.E., M. Mansholt, ont pris la parole. Trois groupes de travail ont traité de la politique des prix et des problèmes structurels et sociaux du Marché commun.

## Radio-pirates

Le Royaume-Uni a ratifié l'Accord du Conseil de l'Europe pour la répression des émissions de radiodiffusion par des stations-pirates.

Cette interdiction, déjà appliquée depuis le 19 octobre 1967 au Danemark, en Suède et en Belgique, entrera en vigueur au Royaume-Uni le 3 décembre prochain.

Aux termes de cet Accord, le fait de créer une station-pirate, de l'exploiter ou d'y collaborer devient un délit

condamné par les législations nationales.

Sont considérés comme actes de collaboration: la fourniture, l'entretien ou la réparation de matériel, la fourniture et le transport d'approvisionnement et de personnes, la commande ou la réalisation de programmes de radiodiffusion, publicité y compris.

Cet Accord a été ouvert à la signature des Etats du Conseil de l'Europe en janvier 1965, mais ne pouvait entrer en vigueur avant d'avoir été ratifié par trois Etats. Le Danemark l'avait ratifié en septembre 1965, la Suède en juin 1966, la Belgique en septembre 1967. L'Accord reste ouvert à la signature des autres pays membres.

Relance de  
l'Université Européenne

La section de Florence du Mouvement fédéraliste européen, en collaboration avec le Centre d'études politiques internationales Alexander Hamilton, a engagé une action pour que soit mené à bonne fin le projet de création à Florence d'une « université européenne », projet qui avait fait l'objet d'une décision favorable lors de la dernière rencontre « au sommet » des chefs d'Etat et de gouvernement des Six.

Au Collège  
d'Europe de Bruges

Le Collège européen de Bruges vient de publier un livre en deux volumes sur les « Elections dans les pays du Marché commun et la Grande-Bretagne ». L'ouvrage traite du développement des partis. Sous peu paraîtra un livre sur les chemins de fer en Europe; un autre portant le titre « L'Europe cherche une politique commune des transports » est en préparation.

« Hommes et Migrations »

CONNAISSANCE DES TURCS  
ET DE LA TURQUIE

Les touristes français, cet été, affluaient en Turquie. Ce n'était pas seulement pour rendre sa politesse au Président de la République turque venu en France en visite officielle ou suivre les traces du Pape Paul VI. Si les Français s'intéressent à la Turquie, c'est qu'ayant cessé d'ignorer la géographie, il redécouvrent dans ces pays une mine de richesses de toutes sortes.

Faire la « Connaissance des Turcs et de la Turquie » — c'est là le titre d'un passionnant cahier de la revue « Hommes et Migrations » — n'est pas seulement satisfaire une curiosité d'ordre touristique. Il faut savoir que les gouvernements turcs et français ont signé en 1965 un accord de main-d'oeuvre.

C'est à partir de cette éventualité que la revue « Hommes et Migrations » a voulu étudier successivement les données permanentes (histoire, géographie, démographie, religion, minorités, typologie), la Turquie d'hier et d'aujourd'hui (la langue, le village, le folklore, les croyances populaires, l'émancipation de la femme) et la marche en avant (alphabétisation, scolarisation, économie, urbanisme).

Un ensemble de réflexions sur les migrations de travailleurs manuels achève le volume.

L'ouvrage est préfacé par M. Robert Mantran, éminent spécialiste des problèmes turcs et professeur à l'Université d'Aix-en-Provence. « Je souhaite, écrit M. Mantran, que ce livre soit l'un des éléments majeurs de cette compréhension indispensable à la connaissance des hommes de notre temps ».

Un volume de 144 pages sur papier couché au format de 17,5 x 20. Illustré de 36 photos cartes et schémas.

L'exemplaire: 15 F. OO (franco 16 F. OO). « Hommes et Migrations » 6, rue Barye - Paris - 17e. C.C.P.: Paris 5565-40.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI  
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROMA  
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie . . . . Lire 2.000 | Etranger . . . . Dollars 3,—  
ABONNEMENT D'HONNEUR 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# Bulletin européen

## TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E



«Je suis fermement convaincu que les thèses communautaires triompheront...»

**M. Jean REY, Président  
de la Commission Unique Européenne.**

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIANDE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOW SKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.